

ALFRED REBOUX Propriétaire-Gérant

ALFRED REBOUX Propriétaire-Gérant

INSERTIONS

Annouces : la ligne... Réclames :... Faits divers :...

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LEGALES et JUDICIAIRES

ROUBAIX 10 JUIN 1877.

Bulletin du jour

Le journal l'Union publie aujourd'hui une note importante dont voici le texte.

Nous avons observé à l'égard du ministre, une réserve inspirée par le sentiment que des garanties étaient nécessaires pour conserver l'acte du 16 mai, son véritable caractère.

« Une déclaration loyale qui, d'après un témoignage autorisé, doit être accueillie avec une pleine confiance, comme la meilleure des garanties, donne aux royalistes l'assurance qu'ils ont obtenu satisfaction. »

La correspondance de M. de Saint-Chéron nous donne des détails très-complets et très-intéressants sur les négociations poursuivies et heureusement terminées entre le gouvernement du Maréchal et les représentants de la fraction de la droite dont l'Union est l'organe.

Voici donc désormais tous les groupes du parti conservateur unis et prêts à donner leur concours absolu au maréchal de Mac-Mahon. Si des élections sont nécessaires, il y aura, dans chaque circonscription, le candidat Mac-Mahonien en face du candidat Gambettiste. La France choisira.

Les organes officiels de M. de Bismarck — nous parlons de ceux qui s'impriment en Prusse — viennent de prendre tout à coup, une attitude faite pour mettre mal à l'aise, les républicains français qui ont conservé le sentiment du véritable patriotisme.

Tandis que le Times et les journaux anglais, qui avaient d'abord montré quelque hostilité contre l'acte du 16 mai, reviennent maintenant à une plus équitable appréciation des événements qui s'accomplissent dans notre pays, les feuilles prussiennes publient des articles très-violents contre la France et contre le nouveau cabinet. Ces articles, qui ne sont que la paraphrase de ceux qui paraissent journellement dans la République française, le Bien public et nos autres feuilles radicales, cherchent à soulever la défiance de l'Italie contre notre gouvernement.

Il ne faut pas s'inquiéter, outre mesure, de ces pétards lancés dans le but d'effoler l'opinion en France, et de venir en aide au parti radical dans les élections. L'Europe, et l'Italie en particulier, savent le but pacifique que poursuit notre gouvernement. L'activité donnée aux travaux de l'Exposition, le langage et les actes de notre ministre des affaires étrangères, les déclarations si précises du Maréchal, sont autant de témoignages qui ne peuvent être méconnus.

Mais il n'en est pas moins pénible de voir nos ennemis les plus acharnés, emprunter leurs armes contre nous, à des journaux français. Hier encore, le Bien Public publiait de prétendues instructions envoyées aux chefs de

gare de la ligne de Paris-Lyon-Méditerranée, en vue d'une prochaine mobilisation de l'armée. En reproduisant l'article du Bien Public, le Radical ajoutait :

« Ce ne sont pas là, évidemment, des nouvelles rassurantes : si elles sont fondées, elles sont les prodromes d'une guerre prochaine. Et, ce qui contribue à augmenter notre inquiétude, c'est le secret dont on s'entoure, le silence que fait le ministère autour de préparatifs significatifs dont la gravité n'échappera à personne. »

Le Bien Public et le Radical sont poursuivis pour fausses nouvelles ; mais leurs articles n'en seront pas moins reproduits et exploités contre nous à l'étranger, comme le sont, depuis deux mois, ceux des autres feuilles qui obéissent au mot d'ordre de la faction Thiers-Gambetta.

Dans aucun temps et dans aucun pays, on n'a vu un parti politique donner au monde un spectacle plus odieux et plus éhonté.

Les hommes de cœur et d'intelligence qui avaient jusqu'ici obéi aux inspirations des feuilles radicales, ne sauraient les suivre plus avant. Les faits qui se passent sous leurs yeux doivent éclairer leur patriotisme. (Voir aux dernières nouvelles).

ALFRED REBOUX.

LETTRE DE PARIS

(De notre correspondant particulier.)

Paris, le 9 juin 1877.

Vous avez pu remarquer la réserve que j'ai cru devoir observer pendant les négociations entre la droite royaliste et le gouvernement ; j'ai voulu éviter tout reproche d'avoir compromis, par des renseignements précipités, ces négociations si importantes dans la grave crise que nous traversons.

Je me rappelle d'avoir entendu dire à un reporter de l'Indépendance Belge : « Pour un correspondant, l'indiscrétion est le plus saint des devoirs. »

Pour un écrivain royaliste, le plus saint des devoirs, c'est de servir utilement sa cause.

Je crois donc pouvoir vous raconter la marche des négociations engagées, depuis huit jours.

Après plusieurs conférences entre les principaux membres de la droite du Sénat et de la Chambre des députés, sur les bases d'un accord avec le gouvernement actuel du maréchal de Mac-Mahon, les trois bases suivantes avaient été adoptées :

1° Une part dans les candidatures électorales proportionnelle à l'importance du groupe légitimiste dans le Sénat ;

2° La même part proportionnelle dans les nominations administratives.

3° La même part proportionnelle aussi dans le ministère.

MM. de Chesnelong de la Monneraye, de Rodez-Bénavent, Belcastel, Kolb-Bernard, sénateurs, furent chargés de présenter au gouvernement les conditions auxquelles il lui était possible d'obtenir le concours des royalistes.

Le 6 juin, les cinq délégués eurent une conférence avec le duc de Broglie, M. de Fourtou et le vicomte de Meaux. Ils exposèrent les motifs qui avaient décidé la droite royaliste à ne donner son concours au gouvernement que sur

les bases d'un accord qui assurerait toutes garanties pour la part d'influence que doit revenir au groupe politique, qui représente le plus activement les intérêts conservateurs du pays.

La principale objection des ministres a porté sur l'entrée d'un membre légitimiste dans le cabinet, objection qui n'a nullement été présentée avec un caractère désobligeant ; mais, dans les circonstances du moment, toute modification ministérielle aurait des inconvénients dont le parti légitimiste lui-même ne profiterait pas. Les deux autres conditions étaient acceptées en principe.

Les cinq délégués ont insisté surtout pour qu'en ne fut changé aucun pouvoir du Maréchal, tels qu'ils ont été constitués, le 2 novembre 1873 ; il ne devait être question, dans la lutte électorale ni de prorogation des pouvoirs du Maréchal, ni de présidence à vie. Les ministres protestèrent qu'il n'y avait aucun projet de ce genre dans le programme du ministère du 16 mai.

Le lendemain, 7 juin, les cinq délégués furent reçus à l'Elysée par le maréchal de Mac-Mahon, auquel ils firent le même exposé et les mêmes déclarations. Le Maréchal avec une loyauté parfaite tint le même langage que ses ministres.

Vous connaissez maintenant la liste publiée, ce soir, par l'Union et qui confirme que la déclaration faite par le Maréchal et les ministres, donne satisfaction aux exigences légitimes et si modérées de la droite royaliste.

Nous aimons à croire que les garanties réclamées par nos amis et accordées par le gouvernement au Maréchal seront loyalement exécutées.

On dit qu'une remise n'était demandée dans l'affaire Bonnet-Duverdiert qu'en prévision de graves incidents auxquels l'extrême gauche s'attendrait pour la rentrée des Chambres.

Les nouvelles relatives aux chemins de fer, données, hier, par le Bien Public, ont causé une vive émotion, habituellement exploitée dans les cercles républicains.

Il faut désirer que des explications catégoriques, mettent nouvelles, commentaires et on-dit à néant.

Le Bien Public annonçait l'envoi, sous scellés, de dépêches confidentielles à tous les chefs de gare du chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée. A ces dépêches serait jointe une affiche dont ce journal donnait la teneur, pouvant se résumer ainsi : Suspension des trains de voyageurs et de marchandises pour cause majeure...

Les scellés de ces dépêches ne devraient être brisés et les affiches apposées que sur un ordre spécial...

Evidemment, la feuille du chocolatier-millionnaire ne publie cette nouvelle que pour faire croire aux plans belliqueux du gouvernement du 16 mai, et exciter contre notre pays les défiances de l'Allemagne. Voilà toujours le patriotisme de nos radicaux !

DE SAINT-CHÉRON.

Les mémoires de Philartète Chasles

Je viens de parcourir le deuxième volume des Mémoires posthumes de Philartète Chasles, qui en auront trois : pâture faite à souhait pour le chroniqueur. Ce volume est précédé d'une véritable préface d'outre-tombe. M. Philartète Chasles, homme ingénieux, qu'on

ne prenait jamais sans vert, a poussé la précaution jusqu'à prévoir le bruit que son premier volume ferait dans Landerneau et préparer aux observations de la critique ou aux récriminations des parties intéressées une réponse datée de Meudon, août 1872, mais au bas de laquelle on lirait sans trop de surprise : Cimetières des lagunes, mai 1877 :

« Vous êtes plaisants, s'écrie-t-il, de tuer un homme et de l'étouffer sous les matelas, en lui défendant de le repousser et de respirer. Vous êtes stupides de vouloir empêcher Saint-Simon de faire son devoir, de montrer Louvois tel qu'il l'a connu et Louis XIV tel qu'il l'a compris. »

Saint-Simon, c'est beaucoup. Tenons-nous-en à Philartète Chasles, qui peut nous suffire. Plus loin il se compare à Lesurques, le plus mémorable exemple des erreurs judiciaires, le plus précieux des arguments à l'usage des avocats qui défendent des clients mal famés et manquent de preuves pour démontrer leur innocence : « Qu'on nous réfute, soit ; qu'on nous contredise, c'est le droit ; mais les coquins auraient trop beau jeu si, ayant pour eux la force physique, ils accaparaient la force morale par l'étouffement des bons et le silence des moralement victimes ! Allons donc ! la société française m'a traité comme la magistrature a traité Lesurques, et ce qu'on a nommé l'affaire Lesurques a confirmé et bien prouvé l'immortalité publique. »

Hum ! hum ! peut-être est-il plus prudent de ne pas lever ce lièvre. Puisque M. Ph. Chasles a pris soin de faire adapter une fenêtre à sa tombe, il admet qu'il a vu le public, tout en étant furtif disposé à l'entendre, ne l'était pas tant à reviser son procès. C'est un homme d'esprit qui a beaucoup vu, beaucoup retenu, peut-être quelque peu inventé, dont on écoute avec un plaisir coupable, mais bien naturel, les malignes confidences, aiguës d'une verve cruelle, à la condition de n'en prendre que ce qui sied, mais qu'on accueille par un sourire discret et un silence poli dès qu'il s'agit de plaider sa cause personnelle, à se poser en victime de ses vertus rigides et de son austère moralité.

Le deuxième volume, encore plus dédaigné que le premier, ne mérite pas davantage le titre de Mémoires. Dans cette galerie de portraits, généralement satiriques, qu'on a tenté çà et là de grouper artificiellement et d'unir l'un à l'autre par un fil tellement frêle qu'il casse sous la main, vous trouverez des hommes politiques : Guizot, Berryer, le vieux duc de Broglie, Molé, M. Thiers ; des académiciens illustres : Villemain, Vitet, Mignet ; des philosophes comme Victor Cousin, « ce cabotin superbe » ; des critiques comme Sainte-Beuve et Gustave Planche ; des poètes comme Lamartine et Victor Hugo ; des publicistes ; dans les genres les plus divers, comme Babinet, Proudhon, Prévost-Paradol, MM. Legouvé, Jules Sandeau, Taine Flaubert ; l'histoire de ses relations éphémères avec le prince-président et son entourage, voire des chapitres sur l'abaissement moral et la littérature vénales. Vous y trouverez un portrait de Buloz, « le Savoyard », que je vous recommande. Il suffit d'en extraire cette phrase : « Jamais rhinocéros n'eut une carapace plus épaisse, une corne plus solide, un cuir plus invulnérable. » Si feu Buloz voulait, lui aussi, publier ses Mémoires, il ne manquerait pas, sans doute, de nous éclairer sur

les motifs de la haine toute particulière que lui porte son ancien collaborateur.

Mais M. Philartète Chasles, daube avec une volupté plus grande encore sur ces confères du Journal des Débats. Sauf M. Cuvillier-Fleury, qu'il traite le plus courtoisement du monde, il les passe tous au fil de l'épée : Prévost-Paradol, ce Benjamin du libéralisme, ce jeune pharmacien littéraire, « esprit subtil, délicat, hardi dans la conception argumentative, ironique comme un enfant de Paris, retors comme un enfant de juif, fin comme un enfant d'actrice ; Jules Janin, qu'il traite avec une dureté singulière ; Armand Bertin lui-même, et ce pauvre M. de S... — imitons la discrétion de l'éditeur, qui n'a pas voulu écrire le mot en entier, et ne levons pas ce demi-masque, hélas ! bien inutile, — sur lequel il s'acharne avec un dilettantisme de bourreau.

Maintenant, prenez les ciseaux, et procédez à quelques coupures. Voici d'abord Victor Hugo ; au moment où vient de paraître l'Art d'être grand-père, c'est de l'actualité.

M. Hugo forge admirablement le vers. Il n'a ni délicatesse, ni modestie, ni grâce, ni atticisme, ni moralité intellectuelle. Il est charlatant et cyclope. Il a une bosse et fait de sa difformité un mérite. Son œuvre manque de toutes les vertus qu'il n'a pas. Elle dépasse, exagère, excède, est grossière, sans mesure, effrontée, affectée. Toutes les qualités grecques lui font défaut ; mais il a les forces castillanes et romaines ; il restera comme monument. Il indique non pas un bon effort et un pas heureux en avant dans la voie de l'avenir, qui aura besoin d'analyse, qui réclame l'observation juste, l'élevation honnête et veut l'exacte science des faits et des choses, mais un puissant renouveau de l'antique impulsion classique, emphatique et violente, due à l'Espagne romaine et au génie des Goths latinisés. Il tient à Stace, Lucain, Calderon et Gongora. Il les résume. Il est plus grand qu'eux. Il est le Napoléon méridional de l'Empire poétique français.

Ensuite Gustave Planche, le critique ossif :

« Négatif, éliminateur, ignorant, Planche avait le même don que Samuel Johnson, l'instinct d'une certaine phrase raide, dogmatique et pondérée, dont les angles et les lignes équivalentes satisfaisaient l'ingénieur. Dans cette phrase, il jetait son fiel. Cela cuisait comme dans un moule de cuivre ; puis il servait cela : mets de l'envie et de la petitesse, de la banalité et du pédantisme.

Il faut dire aussi que ce pouvoir assumé par l'un des plus stériles esprits que la France ait produits tenait à deux causes, le besoin français d'être gourmand, ce qui a rendu jadis Chapelain (le poète) une autorité si fière, et l'autre besoin français de la bataille, ce qui donne un grand air à tous les polémistes : boxeurs, escrimeurs, gens de fleuret ou gens de savate, comme dit le peuple ; tir au pistolet, à la cible, à l'espingole, ancienne passion du vieux Kelt. Au fond, il y a le *vo victis* ! vite un vaincu, que je l'abîme et que je l'écrase, que je creuse sa tombe et que sous la fange je l'enterre. Je dois avouer le talent assez développé de Planche dans ce métier. Il pose bien et en athlète. On voit ses muscles. Il a même ce *facies* solide et cet air altier du gladiateur qui se croit artiste. »

Feuilleton du Journal de Roubaix DU 11 Juin 1877

LA PRINCESSE OGHÉROF

PAR HENRY GRÉVILLE

(suite)

— Vous croyez donc que la petite demoiselle est la fille du jeune monsieur, mademoiselle Pauline ?

— Je ne crois rien du tout, et cela moins que le reste. Si c'était sa fille, il ne serait pas si bête, murmura irrévérablement Pauline à l'adresse de son ancienne idole.

— Et maintenant, qu'est-ce qu'il faut que je fasse ? dit Marguerite.

— Il faut aller dîner n'importe où, et ne vous vanter de rien, lui répondit sa protectrice en lui donnant un rouble.

VI En rentrant chez lui pour dîner, Michel trouva la petite fille assise par terre dans un coin, les mains pendantes à son côté, dans un état voisin de l'abrutissement. Il était facile de voir qu'on ne l'avait pas gâtée depuis la mort de sa mère.

— Elle est jolie, fit Michel en la regardant avec compassion ; pauvre petite !

— C'est une Avérief... dit la vieille bonne à voix basse : C'est tout votre portrait quand vous aviez son âge.

Michel, horrifié, fit un pas en arrière : — Comment, tu crois ?... — Non, monsieur, je ne pense pas que ce soit la vôtre... C'est la fille de Paul Nicolaitch, n'est-ce pas ? J'avais toujours pensé qu'il y avait quelque chose, — et puis, son ancien cocher, celui qu'il a renvoyé il y a quatre ans, nous avait parlé de la jeune femme...

— Elle est morte, interrompit Michel à voix basse.

La bonne garda un instant le silence. L'enfant dormait, mais son sommeil était douloureux et agité comme la veille. Elle avait pleuré silencieusement pendant qu'on la croyait endormie déjà, et une larme avait glissé le long de sa joue en y laissant une trace humide et brillante.

— Pauvre innocente ! murmura enfin la vieille femme touchée dans sa fibre maternelle, elle connaît déjà la peine ! Dors, mon pauvre ange, ce n'est pas nous qui te ferons pleurer.

Elle raffermit les chaises au bord du canapé, passa et repassa la main sur les couvertures, et, pendant que Michel sortait, fit rapidement le signe de la croix sur la petite que sa mère ne pouvait plus bénir.

Le chemin parut bien long à Michel,

la route était poussiéreuse, les équipages nombreux. Son cheval, fatigué par les courses du matin, n'allait pas très-vite, — et puis il était horriblement impatient. Ces quinze jours allaient être interminables. Comment Marthe allait-elle prendre son absence ? Que penserait-elle pendant tout ce long intervalle ?

— J'aurai bien le temps de lui donner un mot d'explication, et elle aura confiance en moi pour le reste, se dit-il en manière de consolation.

En approchant de la villa Milaguine, Michel vit trois ou quatre équipages à la porte. On n'avait pas perdu de temps pour venir saluer les nouveaux arrivés.

Comme il entra, Michel entendit une volée d'éclats de rire qui l'arrêta dans l'antichambre ; la voix aiguë de Nastia faisait un inextinguible dessus, et la basse continue de M. Milaguine modulait un ronron harmonieux dans le troisième dessous. D'autres voix, des phrases entrecoupées, de lourds piétinements formaient un brouhaha parfait.

Ne voyant personne pour l'annoncer, Michel prit le parti d'entrer, et il se trouva vis-à-vis d'une croupe de cheval.

Oghérof, arrivé dix minutes auparavant, avait voulu faire admirer sa monture à Marthe Milaguine, qui avait refusé de se montrer sur le perron, alléguant sa toilette poussiéreuse et chiffonnée.

— Eh bien vous le verrez tout de même ! s'était écrié Oghérof en sortant

à toutes jambes.

Cinq minutes après, il était revenu, tenant par la bride son cheval, très-bien dressé d'ailleurs, qui avait monté sans difficulté les quatre ou les cinq marches du perron, et qui était entré à sa suite.

La noble bête — un anglais pur sang — un peu effrayé par les lumières et le bruit des voix, n'en faisait pas moins bonne contenance.

— Saluez la société ! criaient Oghérof au moment où Michel fit son entrée ; et le cheval obéissant leva gracieusement le pied droit, en inclinant à plusieurs reprises sa tête fine et osseuse.

Michel tourna l'obstacle qui lui barrait le passage, et vint à bout de s'approcher du maître de la maison. M. Milaguine était devenu violet à force de rire. Toute la société faisait chorus ; les convenances un peu étroites de la villa avaient soudain fait place au laisser-aller de la campagne.

Jamais Oghérof ne se fut permis pareille incartade dans un salon pétersbourgeois ; mais aux îles, c'était bien différent.

— Très-bien, fit un jeune officier, tu l'as fait monter, mais comment vas-tu le faire descendre ?

— Au fait, dit Marthe en achevant un éclat de rire, il ne peut pas terminer ses jours ici, — quoiqu'il soit bien gentil, ajouta-t-elle en flattant les naseaux du cheval, qui la regardait amicalement, avec ses yeux brillants et pleins d'intelligence.

— C'est mon affaire, répondit Oghé-

rof ; mademoiselle Marthe, avez-vous un petit morceau de sucre ?

— Certainement, répondit la jeune fille.

En se retournant, elle se trouva face à face avec Michel, qu'elle n'avait pas encore aperçu ; elle étouffa une exclamation de surprise.

— Vous ici, monsieur Michel, dit-elle en rougissant légèrement.

— Oui, mademoiselle... j'ai bien des choses à vous dire... Je ne pourrai pas venir demain.

Comment cela ? dit la jeune fille en se redressant ; vous avez promis !

— Oui, certainement ; mais écoutez-moi, Marthe Pavlovna, un empêchement sérieux... Le cheval fit un brusque mouvement. — Marthe ! cria M. Milaguine, fais donc apporter du sucre, sans quoi il va nous manger tous, son cheval prodige.

(A suivre).